Étienne Casanova
Jean-Louis Stépanov

LES ORIGINES MASQUÉES DU BOLCHEVISME

Ce que les communistes doivent aux juifs

EDITIONS NOTRE COMBAT
NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev s'est rendu à Washington, en décembre 1987, pour y rencontrer le président Reagan, une manifestation monstre fut organisée par les associations juives des États-Unis et du Canada. Le 6 décembre, avant même que le dirigeant suprême du Kremlin eut posé le pied sur le sol de la libre Amérique, près de 200 000 juifs venus « *de tous les coins des États-Unis et du Canada, de l'Alaska et de Vancouver, comme de la Californie, du Texas et de Boston* » (cf. *L'Arche*, mensuel du judaïsme français, n° 369 – janvier 1988, p. 44) se réunirent à Washington pour manifester leur attachement aux juifs soviétiques et demander à Gorbatchev de les laisser émigrer.

A leur tête, se trouvaient l'écrivain Élie Wiesel et d'anciens « refuzniks », tels que Nathan Chtcharansky, Ida Nudel et Wladimir Slepak, ainsi que de nombreux hommes politiques connus pour leurs relations amicales avec les dirigeants de la communauté juive, comme le vice-président George Bush (membre de la Trilatérale).

> « Les drapeaux israéliens se mêlaient à la "bannière étoilée". Gorbatchev produisit sur les Américains une profonde impression et pendant trois jours Washington vécut dans une sorte de fièvre ».

note l'*Arche*.

C'est que, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la question des juifs soviétiques retenus en URSS est une pomme de discorde entre Moscou et le judaïsme mondial. A peine avait-on mis fin aux hostilités que la bonne entente des juifs et des bolcheviks, qui avait si puissamment aidé les Alliés à l'emporter sur Hitler et Mussolini, était mise à rude épreuve.

> « On accusait publiquement les Soviets de persécuter les israélites des pays nouvellement "libérés" par l'Armée rouge. Des publications révélaient que l'antisémitisme (officiellement puni de mort en URSS) était ouvertement professé au Kremlin. En Amérique, *Soviet Russia and the Jews* de Gregor Aronson (New-York 1949) et *Jew behind the Iron Curtain* d'Emmanuel Patt (Atlantic City, 1949) précisaient ces accusations. Deux ans plus tard, Léon Baratz

écrivait sur le même thème : *La Russie soviétique et les Juifs* (Monte-Carlo, 1951). En France, la revue *Contacts littéraires et sociaux* qu'anime un groupe de maçons fort actifs et résolument anti-communistes, éditait peu après sous le titre : « *Le Communisme et les Juifs* », une plaquette de Léon Haganov, reprenant l'argumentation des auteurs précédents.
« Le dossier utilisé avait été constitué par *l'American Jewish Committee.* Cette organisation israélite américaine aux ramifications internationales multiples, semble bien avoir été l'instigatrice de la formidable campagne qui se déclencha contre les "antisémites du Kremlin" ».
(*Les Financiers qui mènent le monde*, par Henry Coston, pages 269-270).

L'idée d'une campagne de presse contre ces « antisémites soviétiques » remonte aux années qui ont suivi la victoire. Les 10 et 11 mai 1947, l'exécutif du *Jewish Committee*, présidé par le pétrolier israélite Jacob Blaustein, décida de rompre les liens qui s'étaient noués, notamment pendant la guerre contre l'ennemi commun.

« Du fait que le régime soviétique a anéanti l'antisémitisme, il s'est créé un conflit émotionnel qui se traduit chez de nombreux juifs par une gêne à combattre le communisme »
(*Jewish Committee* (cité par *Droit et Liberté,* n° de février 1953))

La campagne devait s'amplifier au point d'aboutir à une véritable guerre froide entre les organisations juives du monde entier et le communisme international. Par centaines, par milliers peut-être, des livres et des brochures furent publiés dans toutes les langues ou presque pour dénoncer « *l'antisémitisme dans les pays communistes* » (cf. la bibliographie parue dans *L'Arche*, octobre 1987, pages 162-163).

Ces attaques continuelles contre Moscou et ses partisans provoquèrent, naturellement, des ripostes de l'autre côté du rideau de fer. Il n'est pas niable qu'une partie des cadres communistes encouragea la publication de pamphlets antisémites ou antisionistes, tandis que l'autre partie fermait les yeux. La parution en URSS d'un livre comme *Le Judaïsme sans fard*, écrit par un jeune diplômé de philosophie ukrainien nommé Kichko et publié sous l'égide de l'Académie des Sciences d'Ukraine, en est la preuve.

Bien que l'auteur ait prétendu avoir voulu faire œuvre d'athée militant « sans heurter les fidèles, ni tourner en dérision ce qui est sacré », les intéressés y ont vu le renouvellement d'accusations déjà anciennes

(mais disparues, en Russie, au lendemain de la Révolution de 1917), selon lesquelles le juif voue à l'argent un véritable culte. A cette accusation s'ajoute celle, plus actuelle, de pactiser avec l'Impérialisme, l'Occident capitaliste et le Sionisme...

Dans la préface, le professeur Wendensky et l'écrivain Gregori Plotkin n'hésitaient pas à écrire :

> « parmi les religions qui obscurcissent la conscience des travailleurs, le judaïsme n'est pas la moindre. La chose nous est connue de l'Histoire ; le judaïsme a constamment servi les intérêts des classes opulentes, détournant l'attention des juifs nécessiteux du combat contre l'injustice sociale. Au cours de l'époque récente le judaïsme est devenu particulièrement réactionnaire, après la création de l'État d'Israël, où il a été proclamé religion d'état ».

Tout le livre est de cette veine. On comprend que l'indignation ait été grande dans le Diaspora. La consternation des juifs qui professent des opinions marxistes n'était pas moins visible.

Si la presse officielle du PCF adopta une attitude prudente, désavouant avec gêne cette publication, le journal communiste juif de Paris s'émut tout particulièrement. La *Naïe Presse* – c'est le titre de ce quotidien yiddish d'obédience communiste – publia coup sur coup deux articles condamnant avec vigueur cette propagande pouvant dégénérer, imprimait-elle le 16 mars 1964, « *en quelque chose qui est susceptible d'accroître l'antisémitisme aussi bien que la propagande antisoviétique* ».

> « Nous sommes convaincus, *écrivaient ses rédacteurs le lendemain (17 mars 1964)*, que le gouvernement soviétique agira comme il faut. Toute l'histoire de l'Union soviétique, son idéologie, ses réalisations, son propre intérêt, nous le garantissent ».

L'émotion des rédacteurs de la *Naïe Presse* était d'autant plus légitime – Me Kadmi Cohen, qui était tout le contraire d'un marxiste, l'a écrit le rôle des Israélites dans le mouvement révolutionnaire est « *à tel point important qu'il n'est pas possible de le passer sous silence* ».

> « Ne suffit-il pas, ajoutait cet avocat au barreau de Paris, de rappeler les noms des grands révolutionnaires juifs du XIX et XX, siècles, les Karl Marx, les Lassalle, les Kurt Eisner, les Bela Kuhn, les Trotzky, les Léon Blum, pour que les noms des théoriciens du socialisme moderne soient ainsi mentionnés ?»
> (« *Nomades* », Paris 1928).

Au lendemain de la Révolution bolchevique, un autre israélite, le Dr Rappoport, rendait un hommage mérité à ceux de ses coreligionnaires qui avaient participé activement au combat révolutionnaire. Il leur consacra tout un livre : *PIONEERS OF THE RUSSIAN REVOLUTION*, paru à Londres en 1918 :

> « Il n'y avait pas une seule organisation politique de ce vaste empire qui ne fût influencée par des juifs ou dirigée par eux. Le parti social-démocratique, le parti socialiste révolutionnaire, le parti socialiste polonais comptaient tous des juifs parmi leurs chefs ».

Il citait parmi les groupes révolutionnaires les plus actifs, le *Bund*, cette union générale des travailleurs juifs fondée en 1897, en lutte ouverte contre le gouvernement russe d'alors :

> « Le nombre des Bundistes arrêtés, emprisonnés et déportés, s'éleva à 1 000 entre les années 1897 et 1900 et à 2 180 entre 1901 et 1903. En tout, de mars 1903 à novembre 1904, 384 prisonniers politiques passèrent par la prison d'Alexandrovskane. Voici le pourcentage de ces prisonniers suivant leur nationalité : 53,9% de juifs, 26,4%de Russes, 10,4% de Polonais, 5,9% de Géorgiens, 1,5% d'Estoniens, Lettons et Lituaniens. Quant aux femmes, 64,3% étaient juives. Plehve maintenait que 80% des révolutionnaires en Russie étaient juifs. Plus que les Polonais, les Lettons, les Finlandais, ou même que n'importe quel groupe ethnique du vaste empire des Romanoff, ils [les juifs] ont été les artisans de la révolution de 1917 ».

Israélite lui-même, le Dr Rappoport aurait-il eu tendance à exagérer le rôle de ses coreligionnaires dans la Révolution russe ? Il ne le semble pas. Tenus à l'écart de la vie publique, méprisés par la population des villes et des campagnes, les juifs haïssaient le régime tzariste, rendu responsable de cette situation. Bien que Nicolas II eut confié à des financiers israélites, les Gunzbourg de St-Petersbourg, et les Rothschild de Paris, le soin de négocier leurs grands emprunts et de drainer vers le trésor russe, les milliards de pièces blanches et de jaunets tirés du bas de laine français (entre 1889 et 1898), l'hostilité des communautés juives à son endroit n'avait cessé de grandir.

La guerre russo-japonaise de 1905 fournit à l'un des plus importants banquiers d'Amérique, à qui de très hautes fonctions dans les organisations israélites conféraient une grande autorité auprès des enfants d'Israël, l'occasion de combattre efficacement le tsar persécuteur de juifs.

Jacob Schiff – c'est le nom de ce banquier – était le principal dirigeant de la banque *Kuhn Loeb and C°* de New-York. D'origine

allemande, il représentait aux États-Unis, en qualité de correspondant, les plus grandes banques juives de l'empire du Kaiser. Par haine des Romanoff, il offrit ses services aux Japonais. C'est lui qui, par son aide financière, permit au Mikado d'exploiter à fond les premières victoires de l'armée nippone. Non seulement Schiff négocia les emprunts japonais, mais il intervint dit-on auprès des Rothschild à Paris, la veille encore banquiers du tsar, pour que ceux-ci apportent également leur concours financier au Japon. Sous la pression conjuguée de l'armée japonaise, de la révolution intérieure et de la finance internationale, le tsar accepta finalement la médiation du président Théodore Roosevelt, et la paix fut signée.

Parmi les plénipotentiaires que l'envoyé russe, le comte Witte, avait rencontré à Porstmouth (USA) pour jeter les bases de traité, trois négociateurs assez inattendus avaient été reçus par le représentant du tsar : le Dr Strauss, ancien ambassadeur américain à Paris, Krauss, Grand Maître des B'nai B'rith, la fameuse maçonnerie israélite, et le banquier Jacob Schiff en personne. Ils avaient su faire comprendre au comte Witte, dont la femme était israélite, que la situation faite à leurs coreligionnaires en Russie était à l'origine de certains déboires de l'Empire. Mais Saint-Petersbourg resta sourd à cet avertissement.

Lorsque le tsar fut détrôné, le banquier Jacob Schiff manifesta sa satisfaction dans un télégramme adressé à Milioukoff, le ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement provisoire établi en Russie :

> « Permettez-moi, en qualité d'ennemi irréconciliable de l'autocratie tyrannique qui poursuivait sans pitié nos coreligionnaires, de féliciter par votre entremise le peuple russe de l'action qu'il vient d'accomplir, si brillamment, et de souhaiter plein succès à vos camarades du gouvernement et à vous-même ».
> (*New-York Times*, 10 avril 1917).

Mais l'instabilité du gouvernement provisoire, son manque d'autorité et la pusillanimité de son attitude à l'égard des juifs amenèrent Schiff à réviser sa position et à soutenir l'extrême-gauche qui, déjà, manifestait son hostilité au nouveau gouvernement.

Ce super capitaliste se serait probablement méfié du mouvement révolutionnaire russe au temps de Bakounine, pour qui « *les juifs sont*, écrivait-il en 1869, *par excellence les exploiteurs du travail des autres hommes* ». Mais depuis fort longtemps déjà, l'opposition extrémiste russe

avait rejeté les outrances antisémites du vieil anarchiste et accueilli dans son sein les militants du *Bund* juif, dont elle avait fait ses cadres. En reportant sur Trotzky les faveurs qu'il avait accordées aux libéraux, il savait être mieux servi.

Le fait est que les sommes qu'il fit parvenir à Trotzky par l'intermédiaire de la *Nye Banken* de Stockholm pour financer son entreprise révolutionnaire ne furent pas de l'argent perdu. Grâce au *nerf de la guerre* qui leur fut ainsi prodigué, les extrémistes purent triompher du gouvernement provisoire de Kerensky (voir documents reproduits dans *La Haute Finance et les Révolutions*, par Henry Coston).

A la tête du mouvement qui s'empara du pouvoir en octobre 1917 sous l'impulsion de Lénine, Jacob Schiff pouvait dénombrer six coreligionnaires : Trotzky d'abord, l'organisateur de l'Armée Rouge, qui s'appelait Leiba Bronstein, et cinq autres personnages dont le rôle fut considérable dans les premières années de la Russie soviétique : Apfelbaum, dit Zinoviev, Rosenfeld dit Kamenev, Sverdloff, Ouritzky et Brillant, dit Sokolnikoff. C'est ce dernier qui conduisit la délégation russe à Brest-Litovsk pour y signer le traité mettant fin à la guerre avec l'Allemagne.

Lénine, lui-même, était étroitement lié au judaïsme bien qu'il ait manifesté à plusieurs reprises – comme Karl Marx d'ailleurs (cf. *La Question juive*, par Karl Marx) – son hostilité aux organisations juives et aux sionistes. Les preuves des origines juives de Lénine ont été découvertes dans les archives de Simbirsk (aujourd'hui Oulianovsk), ville natale de l'homme d'État soviétique, par une journaliste, Mariella Chaginian. La mère de Lénine, Miriem, dite Maria Alexandrovna, née à Simbirsk en 1835, était la fille d'un commerçant juif nommé Sender Blank, devenu Alexander Blank après sa conversion à la religion orthodoxe ; de son union avec Ilya Nicolaievitch Oulianov naquit le futur maître de la Russie rouge.

C'est *Le Monde* qui l'a révélé. La revue juive *L'Arche* (N° 161, 1970, p. 27) en a donné les détails. Le fait que Lénine se soit entouré de juifs montre que son opposition au sionisme et aux organisations juives ne l'empêchait pas de reconnaître l'utilité de la collaboration des militants juifs à la cause révolutionnaire.

Il déclarait, notamment, à Lounatcharski :

« Les juifs se sont montrés comme les plus révolutionnaires dans le milieu de la

« Tcherta » ; les juifs formèrent les principaux cadres de la révolution et portèrent la semence du socialisme parmi les masses russes plus arriérées».

La Presse Nouvelle Hebdomadaire, journal juif progressiste de Paris, qui citait ces textes dans son numéro du 10 juillet 1970 (page 5), ajoutait :

« Il est bien .connu que, sur les 12 qui dirigèrent avec Lénine la Révolution d'Octobre, 6 étaient d'origine juive ».

Après le traité de Brest-Litowsk qui consacrait la capitulation de la Russie, les bolchevicks eurent désormais les coudées franches. Ils purent s'occuper de leurs adversaires de l'intérieur. La lutte contre les « réactionnaires » – la guerre civile dura jusqu'en 1921 – fut principalement conduite par Trotzky qui présidait un Comité de Guerre composé de sept membres dont quatre étaient israélites : Sklianski, Goussieff, Kamenev et Unschlicht.

Ce dernier était l'un des principaux dirigeants de la Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage. Police secrète rouge, plus connue sous le nom de *Tcheka* l'ancêtre du *Guépéou*, du *NKVD* et du *KGB* - cette commission avait été créée dès le 7 décembre 1917 sous la direction d'Ouritzky, déjà nommé, abattu à quelque temps de là avec son coreligionnaire Wolodarski, chef des services de presse. Unschlicht avait succédé aux Polonais Djerdjinsky et Menjinsky ; il céda bientôt la place à Yagoda, neveu de Jacob Sverdloff, ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple.

Pendant quatre ans, les diverses sections de la Commission extraordinaire siégèrent sans désemparer pour réduire l'opposition. Selon la définition du Comité Central communiste, la commission était « *un organe de de combat qui opère sur le front intérieur de la guerre civile. Il ne juge pas l'ennemi, mais il l'extermine. Il ne pardonne pas à celui qui est de l'autre côté de la barricade, il l'écrase* ».

« Nous ne faisons pas la guerre contre les personnes en particulier, écrivait Latsis en 1918. Nous exterminons la bourgeoisie comme classe. Ne cherchez pas dans l'enquête des documents et des preuves de ce que l'accusé a fait en actes ou en paroles contre l'autorité soviétique. La première question que vous devez lui poser, c'est à quelle classe il appartient, quelles sont ses origines, son éducation, son instruction, sa profession »
(cité par S. Melgounov in *La Terreur rouge en Russie de 1918 à 1923*, Paris, 1927).

Selon le *Scotsman* d'Edimbourg (7 novembre 1923), le massacre systématique des classes dirigeantes russes et des opposants virtuels fit près d'un million et demi de victimes : 28 évêques, 1 219 prêtres, 6 000 professeurs et instituteurs, 9 000 médecins, 54 000 officiers, 260 000 soldats, 70 000 policiers, 12 950 propriétaires terriens, 355 250 intellectuels et personnes appartenant aux professions libérales, 193 290 ouvriers et 815 000 paysans.

A ces assassinats légalisés, les armées blanches et les francs-tireurs anticommunistes répondirent par des exécutions sommaires dont les victimes, en Ukraine notamment, furent souvent israélites. Le meurtre de l'Hetman Petluria, à Paris, quelques années plus tard, par l'israélite Schwartzbard, est un épisode de cette lutte sans merci qui ensanglanta la Russie dans les premières années du régime bolchévique et provoqua l'exode massif vers l'Europe ou la Mandchourie de ceux qui fuyaient le « paradis des Soviets ».

Après la mort de Lénine, ses quatre principaux adjoints se disputèrent le pouvoir. Pendant plusieurs années (1922-1925), la *troïka* Zinoviev-Kamenev-Staline tint les rênes, Trotzky étant rejeté dans l'opposition. Peu à peu, la plupart des israélites du Comité central se rangèrent aux côtés de ce dernier. Staline brisa leur résistance au XVe Congrès du Parti (décembre 1927) en faisant exclure une centaine de ses principaux adversaires, parmi lesquels beaucoup de juifs. Trotzky fut banni, tandis que Zinoviev et Kamenev, qui avaient eux aussi regimbé, étaient exilés de Moscou, dans des emplois secondaires. Radek (de son vrai nom Sobelsohn), un autre bo1chevick d'origine israélite, fut expédié pour un an à Tomsk. Ayant fait sa soumission à Staline, il fut réintégré par la suite dans les hauts cadres du parti et chargé de la propagande étrangère.

Il est probable que Staline, dans sa lutte contre des opposants juifs, a fait appel au vieux sentiment antisémite qui sommeille au cœur de beaucoup de Russes, même communistes. Mais il eut l'habileté de n'en point abuser : après la crise trotzkyste, des juifs reprirent peu à peu les postes importants. Outre L. M. Kaganovitch, le propre beau-frère de Staline, membre du parti depuis 1911, les cadres du parti et de l'État comptèrent de nombreux israélites :

Wallach-Finkelstein dit Litvinoff (membre du parti depuis 1898) remplaça Tchitcherine au Commissariat du Peuple (c'est-à-dire le ministère aux Affaires étrangères – le quai d'Orsay soviétique – tout en conservant sa place au Comité Central du parti ;

Yagoda, déjà cité, devint commissaire du Peuple aux Affaires intérieures et fut chargé de la Santé publique ;

Koslevski, dit Lyubimoff, ancien militant du *Bund*, membre du Comité Central, occupa le Commissariat du Peuple à l'industrie légère, et **Kalmanovitch** eut un poste clé de l'économie soviétique : le commissariat du peuple des *Fermes* d'Etat de Céréales et d'Élevage, tandis que **Tchernoff** prit le commissariat du peuple pour l'Agriculture ;

Rozengoltz fut également ministre : chargé du commissariat du peuple au Commerce Extérieur, c'est en cette qualité qu'il négocia avec la France, peu avant la guerre, un accord fort avantageux pour l'URSS

L'adjoint du Président du Plan, **Aron Gaister**, était également juif, comme l'était **Myagki**, le secrétaire du Président du Comité Central Exécutif Pan Russe, sans lequel le vieux président Kalinine ne prenait jamais aucune décision.

Le chef de la direction politique de l'Armée rouge, **Garmanik**, était israélite, comme le président des Sans Dieu militants, **Yaroslavski** (de son vrai nom Kogan). Juifs également : le chef de la direction des milices, **Belski**, plusieurs centaines de hauts fonctionnaires, d'écrivains, de journalistes, de techniciens, de professeurs et de savants.

Tout l'appareil militaire et policier était dirigé ou contrôlé par des militants sûrs, juifs pour la plupart. C'est par la terreur que les compagnons de Lénine et de Trotzky avaient brisé l'opposition au cours des années 1917-1921. C'est par la terreur que Staline se maintint au pouvoir plus d'un quart de siècle.

Lorsqu'il se fut rendu maître de l'appareil du parti, donc du Gouvernement soviétique, le *dictateur rouge* fit appel, nous l'avons vu, à de vieux militants juifs pour occuper des postes dirigeants. L'un d'eux, Kaganovitch, fut même considéré, au cours des années 30, comme l'éminence grise du dictateur soviétique.

The Jewish Post de Londres (27 juin 1933) écrivait que Kaganovitch, qui cumulait alors les fonctions de secrétaire de l'organisation du parti à Moscou, de membre du Polit-Bureau, de membre du Secrétariat du Comité Central et de chef de la Commission Centrale chargée de la juridiction des affaires du parti, était après Staline, le principal dirigeant de la Russie :

> « Pratiquement, Kaganovitch et Staline détiennent le pouvoir dans ce pays gigantesque qui couvre la sixième partie du globe et a une population de 160 millions d'habitants ».

C’est Kaganovitch qui écrivait, le 22 janvier 1934, dans les *Izvestia*, ces lignes oubliées, mais combien lourdes de sens :

> « Le conflit entre l’Allemagne et la France renforce notre situation en Europe... Il faut approfondir les divergences entre les divers États européens ».

Au moment de la prise du pouvoir par Lénine, la population juive de la Russie s’élevait à trois millions d’âmes. Elle était particulièrement dense en Ukraine et en Biélorussie. Restée des siècles durant repliée sur elle-même, elle vivait pratiquement en ghetto, parlant principalement le yiddish et n’utilisant la langue locale que dans ses rapports avec les autochtones.

> « Le groupe le plus important du peuple juif, comptant au moins la moitié de la population juive du globe, était réduit à un état de misère, d’asservissement, d’insécurité et d’humiliation qui rappelait les pires traditions du Moyen Âge ».
>
> (Cecil Roth, *Histoire du Peuple juif,* Paris 1957)

Le gouvernement tsariste et la majeure partie de la population n’avaient que méfiance et hostilité pour ce groupe ethnique qui ne voulait pas se fondre dans le moule national et qu’ils soupçonnaient de vouloir renverser l’ordre établi. A vrai dire, la grande masse juive ne songeait nullement à s’insurger contre le Régime, mais elle était profondément attachée à ses traditions religieuses et culturelles. Ignorant Marx, elle tournait ses regards vers Sion : ses espérances messianiques se cristallisaient autour du mouvement animé par Chaïm Weizmann et Jabotinsky, deux israélites russes qui avaient entendu l’appel de Théodore Herzl et qui suivaient les conseils de ce médecin juif d’Odessa, Leo Pinsker, auteur d’un petit livre suggérant dès 1882 la création d’un foyer national juif. Au moment de la Révolution de 1917, les organisations sionistes comptaient quelques 300 000 membres actifs répartis dans un bon millier de sections.

Mais les intellectuels juifs avaient, très tôt, rallié le socialisme marxiste et, nous l’avons vu, ils en avaient pris la tête. Une importante fraction du prolétariat israélite russe, principalement dans les grandes agglomérations, militait au sein d’une organisation spécifiquement juive et nettement révolutionnaire : le *Bund.*

L’avènement du nouveau régime fut bien accueilli par la population juive :

> « Avec l’ardeur de gens qui veillent à la liberté nouvellement acquise comme à la prunelle de leurs yeux des ouvriers juifs rejoignirent les rangs de l’Armée rouge pour défendre la révolution socialiste. D’entre leurs rangs surgirent des héros légendaires, des chefs militaires qui parvinrent aux plus hauts postes de l’Armée rouge.
> Peut-on oublier l’épopée qui, dans l’histoire de la révolution, est connue sous le nom de Tragédie tripolienne et a immortalisé les noms de plusieurs juifs natifs de Kiev-Podol, et en particulier celui de leur chef, Misha Rotmansky ? Les souffrances terribles endurées par les masses juives du fait des hordes sauvages de Petliura et de Bullock-Ballokovitch en Ukraine et en Biélo-Russie, l’aide et la protection qui leur furent accordées par le régime soviétique ont lié étroitement le sort de ces masses juives à celui de la grande révolution d’octobre ».
> (rapporte le *Folks-Sztyme,* organe des juifs communistes de Varsovie 40 ans plus tard).

La culture juive, dès lors, s’épanouit librement. Des centres culturels juifs furent créés et se développèrent à Moscou, à Kiev, à Odessa, à Minsk, à Kharkov. Les théâtres juifs, subventionnés par l’État s’ouvrirent dans la plupart des grandes villes : le Théâtre yiddish de Moscou acquit une grande notoriété.

> « Toute une armée de poètes, d’écrivains, de dramaturges et de critiques se leva pour se faire l’interprète des sentiments les plus nobles et les plus sincères des masses juives. A de grands artistes juifs connus dès avant la révolution d’octobre, tels David Bergelson et Der Nistar, vinrent se joindre de valeureux interprètes de la renaissance juive, tels David Hofstein, Perets Markish, Leib Kvitko, Aaron Kushnirov, Samuel Halkine, Lipa Reznik, Ezra Finenberg, Itsik Pfeffer, Hirsch Orland, Noah Lurie, Izy Kipnis, Zelig Axelrod, Natte Lurie et des douzaines de jeunes disciples de cette littérature progressiste juive qui disposait d’un vaste réseau de maisons d’édition et d’entreprises de presse.
> Tels furent, dans les grandes lignes, les résultats de la politique des nationalités menée par le parti communiste de l’Union soviétique, sous la direction de Lénine, à l’égard des masses juives. Ces résultats ont eu un retentissement considérable sur la façon de penser et le comportement social des masses juives de par le monde. A bon droit, celles-ci virent dans ces conquêtes un symbole de la réalisation générale et absolue de leurs propres aspirations nationales ».

poursuit le *Folks-Sztyme*.

En abrogeant la législation qui excluait les juifs de la vie politique en Russie, en réprimant sévèrement toute manifestation d'antisémitisme, le Régime communiste comptait bien amener ces nouveaux citoyens à s'assimiler promptement. On s'aperçut bientôt que la fin du ghetto n'avait pas réglé « la question juive ». Bien que Lénine eût dit que « *seuls les petits bourgeois juifs, ceux qui voudraient faire tourner en arrière la roue de l'Histoire, se prononcent contre l'assimilation* » et que Staline eût affirmé qu'« *il n'y a pas de nation juive* », la communauté israélite russe demeurait réfractaire à l'assimilation et restait, dans sa grande majorité, fidèle à Sion. Pour les Juifs, la révolution de 1917 n'avait été qu'une étape, celle de la destruction d'un ennemi : en brisant l'obstacle tsariste, elle avait satisfait leur soif de vengeance, non leur désir d'indépendance nationale.

> « Les communistes avaient développé une idée de l'avenir juif qui était intimement liée à leur conception de "l'unique voie conduisant au socialisme", c'est-à-dire au Salut. Ils avaient besoin (un besoin souvent inconscient) des Juifs comme témoins de la vérité qu'ils prétendaient représenter ; ils exigeaient des Juifs de renoncer à leur projet de survie nationale, de sacrifier ce projet sur l'autel de la grande fraternité internationaliste, de confirmer ainsi la validité de l'internationalisme ».

explique François Fejto (dans *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes,* Paris 1960).

Ce que les juifs traditionalistes comptaient obtenir par le sionisme, les juifs communistes estimaient l'avoir déjà réalisé en Russie. Le conflit était inévitable. « *Mus par une sorte de fanatisme d'avant-garde* », les communistes juifs furent les plus acharnés à imposer leurs vues à la masse de leurs coreligionnaires.

-La Terre promise, ce n'est pas en Palestine que vous la trouverez, leur disaient-ils, *mais ici même, mais partout dans le monde où auront été brisés les fers dans lesquels les traditions nationales maintiennent les peuples, partout où vous pourrez vivre et prospérer en paix à l'ombre du drapeau rouge, sous l'emblème de la faucille et du marteau.*

On vit alors des fils, des frères, des neveux et des cousins de rabbins suggérer au gouvernement soviétique de dissoudre les organisations juives, d'interdire l'usage de la langue hébraïque, de fermer les écoles israélites, de liquider les centres culturels et les bibliothèques juives, d'empêcher la publication de livres et de revues imprimés en hébreu.

Ce qui fut fait. Toutefois, pour ne pas perdre le contact avec les masses qu'elles entendaient conduire à l'émancipation totale, donc les soustraire à la discipline des traditions nationales juives, les autorités soviétiques créèrent un Commissariat des affaires juives auprès du gouvernement central et une Section juive au sein du Comité Central du Parti communiste, dirigés par des communistes juifs et dont la langue officielle était le yiddish. Sous l'impulsion de ces deux organismes officiels, furent édités divers journaux et fondées plusieurs maisons d'édition, des théâtres, des écoles où l'idée sioniste fut habilement combattue. Progressivement, les groupes sionistes privés de leurs soutiens et désertés par leurs militants disparurent à peu près complètement.

En 1928, le gouvernement bolchevique pensait avoir résolu, chez lui, le problème juif. Aux israélites qui refusaient l'assimilation et l'égalitarisme communistes et qui restaient attachés au judaïsme de grand-papa, Staline offrit de fonder un état juif, en Russie même. Ce fut le Birobidjan, un territoire autonome d'une superficie de 36 000 km² situé à la frontière de la Chine du Nord-Est, sur les bords du fleuve Amour.

Le projet parut, tout d'abord, enthousiasmer les jeunes juifs, qui se mirent à propager l'idée auprès de leurs coreligionnaires. Par milliers, des israélites de Biélorussie, de Sibérie et d'Ukraine vinrent s'établir en 1934 au Birobidjan. Mais les désillusions furent grandes ; car tout était à faire dans ce pays : il fallait défricher, avant de cultiver, et bâtir pour se loger. Devant ces difficultés beaucoup de ces pionniers abandonnèrent. Finalement, ce furent des non-juifs qui vinrent s'installer dans la région : les juifs, eux, ne représentent guère aujourd'hui que 15 à 20% de la population totale. Leur journal, le *Birobidjaner Schtern (L'Étoile de Birobidjan)* est un tri-hebdomadaire dont le tirage ne dépasse pas 5 000 exemplaires ; il n'est d'ailleurs que la traduction en yiddisch du journal local du parti, imprimé en russe, dont la rédaction est assurée par une petite équipe de journalistes presque tous juifs.

L'échec de l'expérience du Birobidjan, visible dès l'avant-guerre, fut naturellement mis sur le compte de la mentalité et des aptitudes juives, réfractaires à toute assimilation. Le problème juif, qui semblait résolu par la Révolution de 1917, se posait donc de nouveau dans toute son acuité. Se sentant solidaires des juifs de.la Diaspora, et de plus en plus étrangers au peuple russe, les juifs soviétiques adoptèrent peu à peu une attitude qui causa des frictions auxquelles l'épuration des années 1936-1938 ne fut pas tout à fait étrangère.

C’est alors que la guerre éclata entre l’URSS et l’Allemagne. Le péril commun rapprocha les juifs soviétiques de leur gouvernement. La solidarité juive, qui irritait si fort les dirigeants de l’URSS avant 1941, fut mise à contribution pour galvaniser l’esprit de résistance. Un *Comité antifasciste juif de l’URSS* fut créé officiellement installé le 6 avril 1942, sous la présidence de l’acteur Salomon. Il regroupait toutes les personnalités juives soviétiques, de Bergelson à Ilia Ehrenbourg, le fameux écrivain soviétique, qui fut l’un de ses dirigeants les plus connus. Les juifs participèrent à l’effort de guerre soviétique, tant comme membres de la résistance dans les territoires soviétiques occupés par les Allemands que dans l’Armée rouge. *L’Arche*, déjà citée, évalue à 500 000 juifs le nombre des mobilisés : « *121 reçurent le titre de "Héros de l’Union Soviétique" et 160 772 médailles leur furent attribuées* », note la grande revue juive (octobre 1987, page 134).

> « Le haut commandement militaire soviétique a compté plus de 100 généraux d’origine juive. Citons parmi eux le légendaire général Lev Dovator qui a reçu le titre posthume de Héros de l’Union Soviétique, Iakov Kreiser, le colonel-général, deux fois Héros de l’Union Soviétique, David Dragounski (aujourd’hui, chef de l’une des Académies militaires), président du Comité antisioniste de l’opinion publique soviétique, le colonel-général Alexandre Tsyrline, docteur ès sciences militaires, les lieutenants-généraux Matveï Vaïnroub et Chimon Krivochéine, tous deux Héros de l’Union Soviétique, et nombre d’autres dont les noms sont connus et honorés en URSS »
> *(Les Juifs en URSS*, par Avtandil Roukhadzé, Moscou 1984).

Après la guerre, le Comité antifasciste juif perdit de son importance et il disparut au bout de quelques années. Mais ses membres enregistrèrent avec satisfaction le soutien que l’Union soviétique apporta à la création de l’État d’Israël, par la voix d’Andreï Gromyko. Golda Meir, futur chef du gouvernement israélien, fut reçue triomphalement à Moscou.

Cependant Staline, vieillissant et soupçonneux, prit ombrage de l’influence des juifs dans l’État et le Parti.

> « Accusés de trahir l’URSS, de propager des idées antipatriotiques et de dénaturer l’esprit russe, les écrivains yiddisch furent arrêtés en 1948 et exécutés secrètement le 12 août 1952. Un peu partout dans le pays, la chasse aux cosmopolites provoqua le licenciement de nombreux scientifiques et fonctionnaires juifs... »
> *(L’Arche).*

C’est l’époque des procès qui, dans les démocraties populaires, liquidèrent un certain nombre de dirigeants juifs. La femme de Molotov (qui avait longtemps dirigé les affaires étrangères) était juive : elle fut envoyée au Goulag.

Le 13 janvier 1953, un communiqué du Kremlin annonça l’arrestation d’un groupe de médecins, en majorité juifs. Ils étaient accusés d’avoir occis plusieurs dignitaires du régime soviétique et de préparer de nouveaux meurtres. Ce « complot des blouses blanches » eut un retentissement considérable dans le monde entier. La presse américaine soupçonna alors Staline de préparer un vaste mouvement antisémite. Plusieurs historiens soviétiques dissidents, notamment Roy Medvedev, ont affirmé que le *tsar rouge* avait envisagé de déclencher des pogroms « spontanés » (cf. *L’Arche).* La mort de Staline, le 5 mars 1953 – sept semaines après la découverte du fameux « complot » – mit fin à cette inquiétante alerte. Les *Izvestia* annoncèrent le 4 avril la libération des médecins soupçonnés et les survivants des purges sortirent de prison. On réhabilita les écrivains fusillés.

L’ère khroutchevienne ne permit cependant pas aux juifs soviétiques de reprendre toute la place qu’ils occupaient avant 1949. D’où les campagnes souvent violentes des organisations juives, en Europe et en Amérique (voir ce que nous avons écrit au début de cette brochure) contre « l’antisémitisme soviétique ». En URSS même, les opposants juifs manifestèrent devant les bureaux de l’émigration (OVIR) et du comité central du parti communiste (PCUS). Ils reçurent l’appui du plus célèbre des dissidents, Andreï Sakharov, le père de la bombe atomique soviétique, qui n’était pas juif, mais dont la compagne, Elena Bonner, était d’origine israélite. De 1968 à 1981, 259 656 immigrants quittèrent l’Union Soviétique. Quelques-uns partirent pour Israël, mais la plupart d’entre eux gagnèrent les États-Unis. Par la suite, cette hémorragie fut stoppée : le nombre des juifs autorisés à quitter la Russie tomba à moins d’un millier.

Le conflit judéo-soviétique, attisé par les grandes organisations juives américaines et européennes, incita les communistes juifs à riposter aux « calomnies » répandues sur « l’antisémitisme soviétique ».

Un *Comité antisioniste de l’opinion soviétique* fut créé par des juifs bolcheviks en 1983. Présidé par le général D. Dragounski, deux fois « héros de l’Union soviétique », chef des cours supérieurs pour officiers *Vystrel* et membre de la Commission centrale de révision du Parti communiste de l’Union soviétique, cette organisation était dirigée par de

hautes personnalités israélites : Samuel Zivs, professeur, personnalité scientifique, M. Kroupkine, juriste, Y. Kolesnikov, écrivain, tous trois vice-présidents ; I. Béliaev, également vice-président du comité, économiste, chef de rubrique de la *Literatournaïa Gazeta ;* M. Kabatchnik, académicien, « héros du travail socialiste », lauréat du Prix Lénine et d'Etat ; V. Pouchkarev, député au Soviet suprême ; G. Zimanas, rédacteur en chef de *Komunistas,* député au Soviet suprême de Lithuanie ; l'écrivain G. Hoffmann, « héros de l'Union soviétique » ; le cinéaste B. Cheinine ; le professeur G. Bondareski, historien.

A la conférence de presse tenue au ministère des Affaires étrangères à Moscou, le 6 juin 1983, sous la présidence de Kamenev, directeur adjoint du département de la presse audit ministère, le général Dragounski fit cette déclaration préliminaire qui révèle l'état d'esprit des antagonistes juifs communistes à l'endroit des juifs antisoviétiques :

> « L'année écoulée a confirmé avec une netteté particulière que, dans son développement, le sionisme – son idéologie et sa pratique xénophobes reproduit de plus en plus manifestement les idées et les méthodes du fascisme hitlérien qui a été démantelé. Les événements du Liban (or, il y a juste un an aujourd'hui qu'Israël a déclenché sa sanglante agression contre ce pays) ont montré au monde entier que les forfaits de Begin et de ses nervis se distinguent peu des atrocités commises par les hitlériens. Cela nous a amenés à déclarer que l'heure était venue pour engager la lutte contre le sionisme international, ripostes à sa propagande antisoviétique d'une façon mieux organisée »
> (cité dans la brochure soviétique « *Comité antisioniste de l'Opinion publique – Tâches et objectifs »,* éditée par l'agence *Novoski* 1983).

Au cours de la conférence de presse, le député Pouchkarev déclara que d'éminentes personnalités soviétiques avaient adhéré au comité, notamment : les académiciens M. Kabatnichk, T. Oïzerman, V. Koudriavtsev, membre correspondant de l'Académie des Sciences, M. Blanter et A. Stepanova, deux artistes « héros du travail socialiste », le réalisateur T. Lioznova, lauréat du Prix d'État, A. Marinitch, président du Kolkhose « XXIIe congrès du parti » et « héros du travail socialiste », les écrivains T. S. Solodar, Y. Kolesnikov, lès poètes Verguelis et Dementiev...

Répondant à un journaliste qui évoquait la « *discrimination dans le domaine de l'Instruction publique et de la science* », l'académicien donnait ces précisions :

> « *Parmi les juifs soviétiques,* dit-il, *on compte un grand nombre d'éminents savants élus à l'organisme scientifique suprême de l'Union soviétique, l'Académie des Sciences.* »

Dans les hautes sphères politiques, les juifs ont de tous temps été nombreux en Union soviétique. Un annuaire juif américain pour l'an 5678 de l'ère hébraïque donnait, au début de la Révolution russe, cette nomenclature reproduite en Europe vers 1919 :

Aaronson, à Witebsk ; *Alter,* à Kamenetz-Podolsk ; *Apfelbaum* dit *Zinovief,* à Petrograd ; *Beilis,* magistrat ; *Bekerman,* magistrat à Radom ; *Bemstam,* à Petrograd ; *Bloch,* au ministère de la Justice ; *Boff,* dit *Kamkov* à Petrograd ; *Bothner,* police de Moscou ; *Bramson* (Abrahamson), à Petrograd ; *Braunstein* dit *Trotzky,* dictateur ; *Brosdky,* juge à Petrograd ; *Cohen,* juge à Lodz ; *Davidowitch,* de Kherson, à Petrograd ; *Dickstein,* procureur ; *Dolknwsky,* commissaire à Petrograd pour les Affaires juives ; *Eiger,* commissaire pour les Affaires polonaises ; *Fisher,* juge municipal à Petrograd ; *Freedmann,* maire d'Odessa, au ministère de la Justice ; *Friedman,* à Petrograd ; *Geilman,* commissaire à la Banque ; *Ginzburg,* à Kolomensky ; *Greenberg,* police de Moscou ; *Greenberg,* curateur du district de Petrograd ; G*rodski,* juge à Petrograd ; *Grusenberg,* enquêteur sur les affaires navales de l'ancien régime, commissaire à la marine nouvelle ; *Gunzburg,* maire de Kiev ; *B. Gunzburg,* commissaire au ravitaillement ; *Guitnik,* d'Odessa, ministre du commerce ; *Curevitch,* adjoint au ministre de l'Intérieur ; *Cuterman,* commissaire au ravitaillement de Saratov ; *Halperin,* secrétaire général du cabinet ; *Halpern,* adjoint au maire de Kolomensky ; *Hefez,* adjoint au ministre de la Justice ; *Hilsberg,* juge à Lublin ; *Hurgin,* vice-ministre pour les Affaires juives ; *Kahan,* juge à Petrokov ; *Kalmanovitch,* procureur à Minsk ; *Kaminetski,* juge à Petrograd ; *Kantorovitch,* député à Petrograd ; *Kempner,* juge à Lodz ; *Kohan-Bernstein,* commissaire aux charbons ; *Lazarowitch,* maire d'Odessa ; *Lichtenfeld,* juge à Varsovie ; *Lublinsky,* à Petrograd ; *Luria,* commissaire à la Banque ; *Mandelberg,* maire de Zitomir ; *Mandzin,* procureur ; *Meyerowitch, commissaire* aux armées ; *Minor,* président du Conseil municipal de Moscou ; *Nathanson,* au Conseil d'État de Pologne ; *Per,* juge à Varsovie ; *Perelman,* juge à Saratov ; *Perlmutter,* Conseil d'État de, Pologne ; *Podgayetz,* maire de Moghilev ; *Poznarsky,* Cour de Casssation ; *Rabbinowitz,* commissaire du travail à Tavrida ; *Rafes,* adjoint au ministre des Affaires locales en Ukraine ; *Ratner,* administrateur de la cité de Nachîchevansk ; *Rosenfeld* dit *Kamenev,* député ; *Rundstein,* Cour de Cassation ; *Phinéas Ruttenberg,* commandant en second de la milice à Petrograd ; *Sacks,* commissaire-adjoint de l'éducation ; *Schreiber,* procureur à Irkoutsk ; . *Hirsch*

Schreiber, maire de Petrograd ; *Silvergarb,* ministre des Affaires juives en Ukraine ; *Stechen,* sénateur ; *Steinberg, commissaire* à la Justice ; *Sterling,* juge à Varsovie ; *Trachtenberg,* juge à Petrograd ; *Unshlicht,* commissaire à Petrograd ; *Vinaver,* député ; *Wainstein,* administrateur de Minsk ; *Warshavsky,* commissaire au Commerce, Petrograd ; *Kachnin,* commissaire du Travail à Kherson ; *Yonstein,* maire d'Oriel ; *Wegmeister,* Conseil d'État de Pologne ; *Zitzerman,* procureur à Irkoutsk ; *Isaacson,* à la Marine.

Dans les premières années du nouveau régime communiste, autour de Lénine, lui-même d'origine juive par sa mère, nous l'avons vu,il y avait, rappelons-le : Leiba Bronstein, dit Léon Trotzky ; Rosenfeld, dit Kameneff ; Levine, dit Piatnitsky ; Sobelson, dit Radek ; Finkelstein, dit Litvinof ; Gelphanat, dit Parvus ; Hoffmann, dit Kamensky ; Zederbaum, dit Martoff ; Silberstein, dit Bogdanoff ; Goldmann, dit Ouritzky ; Apfelbaum, dit Zinovieff ; et combien d'autre.s moins connus. C'est un de leurs coreligionnaires, Iakov Sverdlov (dont le portrait illustre le petit livre édité à Moscou en 1984 « *Les Juifs en URSS* »), membre influent du groupe léniniste, qui fut le premier président de la République soviétique. C'est lui qui donna l'ordre à la Tchéka (ancêtre du K.G.B.) et à sa commission d'exécution commandée par son coreligionnaire Yourowsky, d'assassiner à coups de revolver,le tsar Nicolas II, sa femme, le tsarevitch, les Grandes Duchesses, le Docteur Botkine et une partie de leur domesticité. L'exécution sommaire et sans jugement eut lieu à Iekaterinbourg (aujourd'hui Sverdlavsk) le 17 juillet 1919. Dans la foulée, furent également massacrés la nuit suivante les membres de la famille impériale. Et ces massacres se poursuivirent de longues années. On extermina par le fer et le feu, mais aussi par la famine ou dans les goulags, au moins 60 millions de soviétiques (lire notamment le numéro de *Lectures Françaises* d'octobre 1987, pages 29 et 30).

Hommes de confiance du régime, en raison de leur haine de la Russie impériale à laquelle ils reprochaient exactions et pogroms, de nombreux juifs furent appelés à des postes très importants dans l'appareil de répression, qu'il s'agisse de la Tchéka et du G.P.U. (qui lui succéda avant la guerre) ou de l'administration des camps de concentration, les fameux Goulags.

Sous Staline, en 1934-1935, le chef de la Direction principale des camps de concentration était Matvei Davidovitch Berman et son adjoint, Semen Grigorievitch Rappoport. Dans la région de la mer Blanche, le chef

était Lazare Iosifovitch Kogan et celui du secteur Mer Blanche-Baltique, Semen Grigorievitch Firine. Le chef de la Direction Principale des prisons est un autre juif nommé Apetter.

Ils « fonctionnaient» sous la haute autorité de leur coreligionnaire G. G. Yagoda qui fut l'un des plus cruels tortionnaires de la police politique soviétique ; il était commissaire du peuple aux Affaires intérieures (GPU). Son adjoint, également juif, s'appelait Sorenson dit Yakov Saoulovitch Agranoff, qui avait pour chef de la Direction principale de la milice (police) Lev N. Belski, son coreligionnaire.

Alors que Staline, après l'éviction de Trotzky et d'autres vieux compagnons (Kameneff, Zinovieff, Smirnoff), apparaît comme le maître absolu de l'URSS, le secrétariat du comité central du Parti, dont il était le maître, avait pour titulaire un juif de la vieille garde, L. M. Kaganovich.

Au bureau d'organisation du parti, auprès de lui, siégeaient, outre le même Kaganovitch : Egoff, Y. B. Gamarnik et Schwernik, également israélites. Au comité central du parti, ces derniers se retrouvaient avec une cinquantaine de coreligionnaires, dont Gamarnik, Litvinoff, Manouilki, Pyatakoff, Chvernik, Yagoda, Kaminski, Kalmanovitch, Ougaroff, Rozengoltz Sokonikoff etc. qui siégeaient dans divers ministères (commissariats du peuple).

Le ministre de l'industrie légère (commissariat du peuple), Isidore Lyubimoff (né Koslevski), nous l'avons vu, était juif, comme l'étaient Moisei I. Kalmanovitch, commissaire du peuple (ministre) des Fermes d'état (céréales-élevages), M. A. Techernoff, commissaire du peuple pour l'Agriculture, le président de la Banque d'État, Lev Efimovitch Mariazine, A. P. Rozengoltz, commissaire du peuple pour le Commerce extérieur, V. Kaminski, commissaire du peuple à la Santé publique, I. A. Zelenski, président de l'Union centrale des Coopératives, M. Woul, président de la Banque Coopérative Pansoviétique.

Étaient israélites également le chef de la section de propagande antireligieuse dans l'Armée Rouge, Blokh, dit Stroutchkoff, et le plus connu d'entre eux en raison de son rôle sur la scène internationale, Wallach Finkelstein, dit Maxime Litvinoff, commissaire aux Affaires étrangères, que secondaient Yakov Y. Souritz (ambassadeur à Berlin), Stermann, dit Ivan Maïski (ambassadeur à Berlin) ; Boris Stein (ambassadeur à Rome), Lev Karahkan (ambassadeur à Ankara), Skvirski (premier conseiller d'ambassade à Washington), M. Ostrovski (envoyé plénipotentiaire à Bucarest), etc. sans oublier Brilliant, dit Grigori Y

Sokolnikoff, son adjoint aux Affaires étrangères à Moscou, etc.

En 1936-1938, le Tsar rouge fit exécuter le maréchal Toukhatchevski (non juif) et plusieurs de ses vieux camarades dont Radek, Boukharine et Rykov, mais conserva la plupart des autres. Ce n'est qu'après les accords de Munich, lorsqu'il songea à signer un pacte de non-agression avec Hitler, qu'il écarta Litvinoff pour le remplacer par Molotov (mai 1939).

Nous avons vu que pendant la guerre, après que l'Allemagne eut envahi la Russie soviétique, les juifs qui avaient été un moment écartés revinrent en masse soutenir le régime et participer à la lutte contre Hitler.

De nos jours, et malgré l'accusation d'antisémitisme portée par les organisations juives et leur presse contre le Kremlin, les juifs sont près de 2 000 000 en URSS

Dans la brochure « *Les Juifs en URSS* », parue à Moscou en 1984, il est précisé :

> « A l'heure actuelle, la majorité des Juifs soviétiques vit principalement dans les grandes villes telles que Moscou, Léningrad, Kiev, Minsk, Vilnius, Kichinev, Odessa, Riga, Tbilissi, Tachkent, Sverdlovsk, Irkoutsk, Novosibirsk, constituant 3 à 4% de leurs habitants (Moscou et Léningrad) et même jusqu'au 9-12% (Odessa et Kichinev). »

Se défendant âprement de tout antisémitisme, les Soviétiques affirment dans cette brochure notamment que :

> « Tous les enfants reçoivent l'instruction, les enfants juifs y compris. Par conséquent, il n'y a là et il ne peut y avoir aucune discrimination. Et si l'on considère les échelons suivants de la formation – l'enseignement technique secondaire et supérieur – de quelle discrimination peut-il être question si par leur niveau de formation les Juifs soviétiques sont à l'une des premières places en Union soviétique parmi les autres nationalités. Ensuite, on peut affirmer que, par le niveau de leur instruction, les Juifs soviétiques viennent en tête en comparaison du niveau de l'instruction des Juifs dans tous les autres pays.
> « Prenons le niveau supérieur. Parmi les Juifs soviétiques, on compte un grand nombre d'éminents savants élus à l'organisme scientifique suprême de l'Union soviétique, l'Académie des sciences. Et il en a été ainsi au cours de toutes les années du pouvoir soviétique. Je me souviens qu'en 1920 le remarquable physicien A. Ioffé, chef de l'école soviétique de physique, a été élu académicien. et peu après a été élu A. Froumkine, chef de l'école soviétique de l'électrochimie, savant de renommée mondiale, et plusieurs autres... Et après la Grande Guerre Nationale, je peux énumérer beaucoup de noms. Disons, le physicien V. Guinzbourg, le cristallographe B. Weinstein, le physicien I. Frank et son frère le biophysicien G. Frank, le biochimiste A. Braunstein, le physicien A. Migdal, etc.

Les académiciens Y. Zeldovitch et Y. Khariton sont, en outre, trois fois Héros du Travail Socialiste. Et tout cela, la propagande sioniste le fait passer pour de la discrimination ! La même chose pour les professeurs, les enseignants des établissements d'études supérieures et des écoles techniques. Bref, le propos sur la discrimination des Juifs dans les domaines de l'instruction sont une pure invention provocatrice de la propagande sioniste. » (pages 15 et 16).

Et de citer toute une liste d'écrivains juifs notamment :G. Dobine, G. Polianker, S. Gordon, T. Guène, N. Zabara, qui eurent de gros tirages, et de poètes juifs : O. Schvartsman, D. Gofstein, P. Markich, L. Kvitko, A. Kouchnirov, M. Koulbak, I. Féfer, I. Kharik, E. Fininberg, S. Galkine.

Et de rappeler également que, fondée en 1961, la revue yiddisch *Sowetish Hermland*, organe de l'Union des écrivains soviétiques, a groupé plus d'une centaine de romanciers, poètes, critiques, historiens de la littérature et journalistes, ainsi qu'un grand nombre de critiques d'art et de peintres, marque une période particulière du développement de la littérature juive soviétique.

« En 20 ans d'existence, le revue a publié 55 romans, 75 nouvelles, plus de 1 075 récits et chroniques, 25 pièces de théâtre, 63 poèmes, plus de 5 606 poèmes, ballades et autres œuvres en vers, 235 essais, 1 098 ouvrages de critique. Pendant cette même période, elle a fait connaître environ 50 œuvres d'auteurs russes, ukrainiens, biélorusses, moldaves, géorgiens, lettons et d'autres peuples de l'URSS Elle réserve régulièrement de la place aux meilleurs travaux des écrivains des États-Unis, d'Israël, d'Argentine, de France, du Canada, etc. »

L'auteur de la brochure note aussi qu'il existe des troupes théâtrales juives qui jouissent d'une grande popularité et il cite des acteurs et des musiciens juifs renommés :

« La musique occupe une place considérable dans la culture juive soviétique. Elle est représentée par des compositeurs bien connus, tels L. Iampolski, L. Poulver, M. Milner, Z. Kompanéetz, R. Boyarskaia, S. Sendérei, O. Likhtenstein, M. Tabatthnikov, L. Birov et S. Faïntoukh.
Le compositeur Zinovi Kompanéetz, dont le nom est très célèbre en URSS et à l'étranger, exerce dans ce domaine depuis un demi-siècle. Il est l'auteur d'un grand nombre de rapsodies et d'œuvres vocales et a fait beaucoup pour rendre populaire la musique nationale juive. Son recueil *Les nouvelles chansons juives* est une sorte d'anthologie de l'œuvre des compositeurs juifs soviétiques au cours des dernières années. » (pages 41-42).

Il cite également les disques *Mélodia* de Serguéi Prokofiev et Dimitri Chostakovitch, et ajoute :

> « Parmi les 64 800 chercheurs scientifiques de nationalité juive, 4 200 sont docteurs ès sciences et 25 200 agrégés ès sciences, 45,4% ont donc un titre scientifique.
> Parmi les lauréats du Prix Lénine et du Prix d'État dans les domaines de la science et de la technique, les juifs constituent respectivement 10,8 et 12,1% (pour la période 1941-1980).
> Les savants d'origine juive occupent une place d'honneur dans la pléiade des scientifiques soviétiques de renommée mondiale. On peut citer parmi eux Lev Landau et Abram Ioffé, remarquables théoriciens. On connaît bien en URSS et à l'étranger les noms des savants, membres de l'Académie soviétique et de nombreuses académies étrangères : le chimiste Sémion Volfkovitch, éminent spécialiste des engrais minéraux ; Isaak Mintz, célèbre historien ; Guerch Boudker, spécialiste bien connu de la physique nucléaire ; Alexandre Mintz, brillant spécialiste de la radiotechnique ; le physicien Bentsion Voul, expert des générateurs quantiques ; le mathématicien Israïl Guelfand, un des auteurs de la méthode mathématique appliquée dans les recherches biologiques ; Alexandre Grinberg, éminent chimiste ; Alexandre Froumkine, remarquable spécialiste de la chimie physique ; Iouli Khariton et Iakov Zeldovitch, spécialistes de premier ordre en physique nucléaire (ce dernier étant trois fois Héros du Travail socialiste).
> La réalité dément, nous le voyons donc, la légende sur la discrimination dont feraient l'objet les juifs soviétiques dans le domaine de l'instruction et de la science. » (page 46)

La brochure donne encore beaucoup d'autres noms de docteurs et de professeurs juifs occupant des postes importants dans la recherche historique et linguistique. Elle publie aussi les portraits de personnalités juives comme les écrivains Alexandre Tchakovski, rédacteur en chef de l'hebdomadaire bien connu comme *Literatournaia Gazeta*, et Ilya Ehrenbourg (le manque de place nous empêche de les citer tous).

Le financier Bronfman, président du trust mondial de l'alcool et des spiritueux *Seagrams* (qui contrôle les champagnes *Mumm* et *Perrier-Jouet* et le cognac *Martell*, en France) travaille au rapprochement soviéto-juif (ainsi que le pétrolier américain Halllmer, fils d'un milliardaire juif, ami de Lénine). En tant que président du *Congrès Juif Mondial*, il participe à la déstabilisation de l'Autriche ainsi que le souligne le journaliste Pierre de Villemarest dans sa *Lettre d'information* (2 mars 1988, CEI, La Vendomière, 27 930 Le Cierrey) : Bronfman veut « *déstabiliser l'Autriche*, trop nationaliste à leur gré ; charnière utile pour les intrigues

Est-Ouest, mais plateforme prévue de longue date par les Internationales, pour y regrouper les organismes mondialistes, comme l'ONU, l'UNESCO et les clubs et cercles enfantés par la Trilatérale, Bildeberg et autres lieux.

> « C'est en Autriche, on le sait, que se rencontrent secrètement depuis des années, des émissaires soviétiques et occidentaux et, aussi bien, des Soviétiques, des juifs internationalistes et des arabo-palestiniens de mouvance marxiste. Kurt Waldheim en sait beaucoup trop depuis son passage à l'ONU pour n'être pas gênant à la présidence de cet État si un regroupement organique se faisait à Vienne, pour faciliter une orchestration concertée en faveur de la *détente*. »

On notera que, pour des motifs différents, l'ancien empire des Habsbourg est l'objet des attentions du financier Bronfman. N'est-ce pas à Budapest que s'est réuni, l'an dernier, le Congrès Juif Mondial ?

Le journal *Libération* annonçait en gros, le 7 mai 1987, que Bronfman « autorisé à se rendre en Hongrie à l'occasion du Congrès Juif », s'y était retrouvé avec le Grand Rabbin de Moscou : « Deux faits sans précédents », soulignait le quotidien progressiste, qui rendait compte de la réunion du Congrès dans la capitale d'un pays communiste :

> « Le Congrès juif mondial a inauguré hier ses travaux à Budapest. Quelque cent délégués et observateurs, représentant les communautés juives d'Occident et celles de tous les pays du bloc de l'Est, sauf l'Union soviétique, ont entendu le discours d'ouverture du président du CJM, Edgar Bronfman, qui a préféré réserver aux réunions à huis clos les sujets concrets de discussion.
> Tandis que les congressistes entamaient le premier sujet à l'ordre du jour, poursuivait Libération, les relations entre juifs et chrétiens, notamment autour de l'affaire du carmel d'Auschwitz, Bronfman a discrètement quitté la salle. Il avait rendez-vous avec le ministre hongrois des Affaires étrangères PeterVarkonyi. Était-il porteur d'un message de Shimon Pérès ? Bronfman s'est esquivé : "Ce n'est certainement pas de cette façon que je le dévoilerai".
> En marge des délibérations, la question qui occupait les couloirs du Hilton Budapest était de savoir si l'Union Soviétique, et le bloc communiste avec elle, ne sont pas sur le point de changer son attitude envers le sionisme. »

Et de rappeler que Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, est né à Budapest.

Mais c'est la présence d'Arye Dulzin qui illustre mieux ce rapprochement du Judaïsme et du Communisme après la dispute sur laquelle les médias ont beaucoup insisté depuis les années 50.

Arye Dulzin est, en effet, le président de l'Organisation sioniste mondiale, explique *Libération :*

« Hormis quelques voyages en Roumanie, le seul pays communiste qui n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec Israël, Dulzin n'a jamais pu se rendre dans un pays du bloc communiste. "Mon invitation est un signe positif, nous sommes à la veille d'un réexamen de l'attitude du communisme envers le sionisme".
Selon Dulzin, "IL N'Y A PAS DE CONTRADICTION ENTRE LE COMMUNISME ET LE SIONISME. L'Union soviétique a été le premier pays à reconnaître l'existence d'une nationalité juive. La Révolution française avait octroyé aux juifs les droits de citoyens égaux, la révolution d'octobre a ajouté aux droits individuels les droits nationaux. Or, c'est l'essence même de la doctrine sioniste. »

Signe évident du rapprochement : « L'URSS a autorisé le grand rabbin de Moscou, Adolfe Shayevitch, à venir à Budapest aujourd'hui pour assister à une cérémonie du séminaire théologique juif de Budapest inscrite au programme des événements du Congrès juif », conclut le rédacteur de *Libération*, Shalom Cohen.

On le voit, même si, dans un passé récent, des divergences ont séparé les grandes organisations juives internationales et l'État Soviétique, tout semble fait de chaque côté (à l'exception de quelques irréductibles) pour hâter la réconciliation.

Comment pourrait-il en être autrement quand on sait que des juifs sont toujours présents dans les hautes sphères de tous les partis communistes, notamment en France, où l'ancien ministre Charles Fiterman, l'économiste Philippe Herzog, le syndicaliste Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, Francette Lazare, appartiennent au gouvernement du PCF, le Bureau politique, et Paul Boccara, J.-P. Kahane, Marie-Claude Vaillant-Couturier (née Vogel), David Wizemberg, Pierre Zarka, etc. siègent au Comité central, pour ne citer que ces noms-là.

Comment la réconciliation – en admettant que la brouille ait été sérieuse – n'interviendrait-elle pas quand on sait ce que les communistes de Russie et d'ailleurs doivent aux juifs ?

Nice, le 8 mars 1988.

ÉTIENNE CASANOVA ET JEAN-LOUIS STEPANOV.

PÉRIODIQUES ET OUVRAGES CITÉS OU À CONSULTER :

L'ARCHE, revue du judaïsme français, 19, rue de Téhéran, 75008 Paris
LECTURES FRANÇAISES, revue de la politique française, directeur : Jean Auguy, à Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé
DROIT ET LIBERTÉ, organe du MRAP, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris
LE DROIT DE VIVRE, journal de la LICRA, 40, rue de Paradis, 75010 Paris
TRIBUNE JUIVE, 18, rue Volney, 75002 Paris
PRESSE NOUVELLE HEBDO, magazine progressiste juif, 14, rue de Paradis, 75010 Paris.
Cecil ROTH, *Histoire du Peuple juif*, Paris 1957
Henry COSTON, *Les Financiers qui mènent le monde*, Paris 1955, nouv. édition 1978
Henry COSTON, *La Haute Finance et les Révolutions*, Paris, nouv. édition 1987
François FEJTO, *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes*, Paris 1960
A. ROUKHADZE, *Les Juifs en URSS*, trad. française, Moscou 1984
Robert CAMMAN, *Les vrais maîtres du monde*, 1986 chez l'auteur, B.P. 23, 31290 Villefranche-de-Lauragais.
G.V., *Le monde secret de Bilberberg*, Paris 1987, Dépôt: La Librairie Française, 27, rue de l'Abbé Grégoire, 75006 Paris et Diffusion de la Pensée Française, 27, avenue Duquesne, 75007 Paris.